

REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

N°1.710.079

OCTROI DE
PERMIS D'ENVIRONNEMENT

Contenu du document.

	Page :
Article 1. Décision	2
Article 2. Durée de l'autorisation	2
Article 3. Mise en œuvre du permis	2
Article 4. Conditions d'exploitation	2
A. <i>Délais d'application des conditions d'exploitation</i>	2
B. <i>Conditions techniques particulières</i>	3
B.1. Conditions particulières relatives à la sécurité et à la prévention contre l'incendie	3
B.2. Conditions relatives à l'exploitation d'antennes émettrices	3
C. <i>Conditions générales</i>	4
C.1. Conditions d'exploiter relatives au bruit et aux vibrations	4
C.2. Conditions relatives aux déchets	5
Article 5. Obligations administratives	5
Article 6. Antécédents et documents liés à la procédure	6
Article 7. Justification de la décision (motivations)	7
Article 8. Ordonnances, lois, arrêtés fondant la décision	8

ARTICLE 1. DÉCISION

Le permis d'environnement est accordé moyennant les conditions reprises aux articles 3 à 5 à :

Titulaire : TELENET GROUP s.p.r.l. Rue Neerveld, 105 1200 Bruxelles
--

Pour l'exploitation d'antennes émettrices, situées à :

Lieu d'exploitation : Site **MBX3626**
Rue Neuve 118,
1000 Bruxelles

Et comprenant les installations reprises ci-dessous :

N° de rubrique	Installation	Référence	Classe
162B	Antennes émettrices	MBX36261 MBX3626L181a MBX3626U211	1D

Tout changement d'une des données reprises dans l'article 1 ou d'une des données techniques reprises dans le dossier technique doit immédiatement être notifié à Bruxelles Environnement.

ARTICLE 2. DURÉE DE L'AUTORISATION

1. Le permis d'environnement est accordé pour une période de 15 ans.
2. La durée du permis d'environnement peut être prolongée pour une nouvelle période de 15 ans à condition d'en faire la demande.

Cette demande de prolongation devra être introduite en bonne et due forme au plus tard 12 mois avant la date d'expiration du permis d'environnement, faute de quoi celui-ci sera périmé et une nouvelle demande de permis devra être introduite.

Cette demande de prolongation ne peut être introduite plus de deux ans avant ce terme, sinon la demande est irrecevable.

ARTICLE 3. MISE EN ŒUVRE DU PERMIS

Sans objet, les installations sont existantes. La présente décision entre donc en vigueur immédiatement.

ARTICLE 4. CONDITIONS D'EXPLOITATION

A. Délais d'application des conditions d'exploitation

Les conditions d'exploiter fixées dans cet article et à l'article 5 du présent permis sont d'application immédiate.

B. Conditions techniques particulières

B.1. CONDITIONS PARTICULIÈRES RELATIVES À LA SÉCURITÉ ET À LA PRÉVENTION CONTRE L'INCENDIE

1. Sécurité incendie

Les dispositifs d'extinction d'incendie (extincteurs, hydrants, ...) doivent être placés à des endroits appropriés, facilement accessibles, et bien signalés. Ceux-ci doivent être maintenus en bon état de fonctionnement par un contrôle et un entretien annuel.

2. Risques électriques

L'exploitant doit veiller au respect de la réglementation en vigueur relative aux installations électrique (RGPT/RGIE) pendant toute la durée d'exploitation de ses installations, entre autres, en levant les observations et infractions éventuelles ainsi qu'en effectuant des contrôles réguliers.

B.2. CONDITIONS RELATIVES À L'EXPLOITATION D'ANTENNES ÉMETTRICES

Les conditions d'exploitation relatives aux antennes émettrices sont celles de l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 30 octobre 2009 relatif à certaines antennes émettrices d'ondes électromagnétiques (Moniteur belge du 18/11/2009) et ses arrêtés modificatifs. Toutes celles reprises dans ce permis sont un rappel ou des conditions supplémentaires.

0. Définitions

Norme en vigueur : norme telle que définie à l'article 3 de l'ordonnance du 1^{er} mars 2007 relative à la protection de l'environnement contre les éventuels effets nocifs et nuisances provoqués par les radiations non ionisantes et son ordonnance modificatrice du 3 avril 2014.

Zone d'investigation : circonférence englobant les cercles d'un rayon de 200 mètres définis pour chaque antenne de l'unité technique et géographique.

1. Gestion

a. Champ électrique

Le champ électrique émis par les antennes classées exploitées et/ou autorisées pour être exploitées par le titulaire du présent permis ne peut dépasser, en aucune zone accessible au public, à l'intérieur des bâtiments, **33%** de la norme en vigueur dans la zone d'investigation, conformément à l'article 5 de l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 30 octobre 2009 relatif à certaines antennes émettrices d'ondes électromagnétiques et ses arrêtés modificatifs.

Tous opérateurs confondus, le champ électrique émis par l'ensemble des antennes classées exploitées et/ou autorisées pour être exploitées ne peuvent dépasser, en aucune zone accessible au public, la norme en vigueur dans la zone d'investigation.

Toute simulation, mesure ou calcul de ce champ émis, effectués afin de vérifier le respect de la norme en vigueur, sont réalisés selon les prescriptions en vigueur en Région de Bruxelles-Capitale.

b. Sécurité

Une zone située autour des antennes dans laquelle la norme en vigueur n'est pas contrôlée doit être identifiée. L'accès à cette zone est en tout temps interdit au public et doit être réservé au personnel technique qualifié. Un avis apparent ou les pictogrammes réglementaires mentionnant cette interdiction doivent être apposés de manière visible à proximité.

La direction principale du rayonnement des antennes dissimulées dans des fausses cheminées ou par d'autres biais doit être indiquée à l'aide d'un pictogramme ou d'un marquage au sol.

L'accès au site et aux installations classées doit être conforme aux normes de sécurité en vigueur.

2. Modifications

Préalablement à chaque modification qui consiste à changer une ou plusieurs des données techniques ou un ou des plans repris en annexe à la présente décision, l'exploitant doit faire une demande à Bruxelles Environnement et recevoir l'accord de celui-ci.

Pour chaque modification qui consiste en une construction, une démolition ou une modification d'un bâtiment se situant dans la zone d'investigation et ayant un impact significatif sur la transmission des ondes ou sur l'exposition à celle-ci, l'exploitant doit faire une demande à Bruxelles Environnement et recevoir l'accord de celui-ci.

C. Conditions générales

C.1. CONDITIONS D'EXPLOITER RELATIVES AU BRUIT ET AUX VIBRATIONS

Les conditions d'exploitation relatives au bruit et aux vibrations sont celles de :

- l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 21 novembre 2002 relatif à la lutte contre le bruit de voisinage ;
- l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 21 novembre 2002 relatif à la lutte contre le bruit des installations classées ;
- l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 21 novembre 2002 fixant la méthode de contrôle et les conditions de mesures de bruit.

Toutes celles reprises dans ce permis sont un rappel ou des conditions supplémentaires.

1. Prévention des nuisances sonores

Gestion des installations

- L'exploitant est tenu d'assurer le bon entretien de ses installations et, le cas échéant, de procéder au remplacement ou à la réparation d'installation ou de partie d'installation souffrant d'usure ou de dégradation à l'origine d'une augmentation des nuisances sonores ;
- Les activités bruyantes sont réalisées dans des lieux adaptés assurant le confinement des sources de bruit ;
- Les portes extérieures et fenêtres des locaux assurant l'isolation de sources de bruit vis-à-vis de l'extérieur sont maintenues fermées ;
- Les activités bruyantes sont réalisées dans les créneaux horaires suivants : du lundi au vendredi, de 7h à 19h.

Conception des installations

L'exploitant prend les dispositions nécessaires pour limiter les nuisances sonores générées par l'exploitation de ses installations et intègre, dans la conception des nouvelles installations, les critères de choix et options d'aménagement visant tout particulièrement :

- la localisation des installations et activités bruyantes ;
- le choix des techniques et des technologies ;
- les performances acoustiques des installations ;
- les dispositifs complémentaires d'isolation acoustique limitant la réverbération et la propagation du bruit ;
- ...

2. Valeurs de bruit mesurées à l'immission

A l'extérieur, les bruits liés à l'exploitation mesurés en dehors du site de l'établissement n'excèdent pas les seuils correspondant à une zone 3 définie dans l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 21 novembre 2002 relatif à la lutte contre le bruit et les vibrations générés par les installations classées.

Les antennes émettrices et les installations annexes nécessaires à leur fonctionnement sont considérées comme des installations dont le fonctionnement ne peut être interrompu.

3. Vibrations

Les mesures nécessaires sont prises pour que les vibrations inhérentes à l'exploitation des installations ne nuisent pas à la stabilité des constructions et ne soient une source d'inconfort pour le voisinage. Les niveaux de vibrations dans les immeubles occupés dans le voisinage seront conformes au niveau fixé par la norme DIN 4150 (volet 2 : gêne aux personnes et volet 3 : stabilité du bâtiment) ou toute norme équivalente.

Chaque machine fixée à une structure du bâtiment devra être équipée d'un dispositif efficace d'atténuation des vibrations.

4. Méthode de mesure

Les mesures des sources sonores sont effectuées avec le matériel, suivant la méthode et dans les conditions définies par la réglementation en vigueur en Région de Bruxelles-Capitale.

C.2. CONDITIONS RELATIVES AUX DÉCHETS

Les conditions d'exploitation relatives aux déchets sont celles de l'Ordonnance du 14 juin 2012 relative aux déchets et celles de l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 1 décembre 2016 relatif à la gestion des déchets.

ARTICLE 5. OBLIGATIONS ADMINISTRATIVES

1. Les installations doivent être conformes aux plans et données techniques annexés au présent permis :
 - dossier technique Site MBX3626C
2. Les frais générés par les travaux nécessaires à l'aménagement des installations en vue de leur surveillance et en vue du contrôle des conditions d'exploiter sont à charge de l'exploitant. L'autorité peut exiger, annuellement, aux frais de l'exploitant, les prélèvements et analyses nécessaires au contrôle du respect des conditions d'exploiter.
3. L'exploitant est, sans préjudice des obligations qui lui sont imposées par d'autres dispositions, en outre tenu :
 - 1° de prendre toutes les précautions nécessaires pour éviter, réduire ou remédier aux dangers, nuisances ou inconvénients des installations ;
 - 2° de signaler immédiatement à Bruxelles Environnement et à la commune du lieu d'exploitation, tout cas d'accident ou d'incident de nature à porter préjudice à l'environnement ou à la santé et à la sécurité des personnes ;
 - 3° de déclarer immédiatement à Bruxelles Environnement toute cessation d'activité ;
 - 4° d'obtenir un permis d'urbanisme si celui-ci est nécessaire.
4. L'exploitant reste responsable envers les tiers des pertes, dommages ou dégâts que les installations pourraient occasionner.
5. Toute personne qui est ou a été titulaire d'un permis d'environnement est en outre, tenue de remettre les lieux d'une installation dont l'exploitation arrive à terme ou n'est plus autorisée, dans un état tel qu'il ne s'y manifeste aucun danger, nuisance ou inconvénient.

6. Un nouveau permis doit être obtenu dans les cas suivants :

- 1° lors de la mise ou remise en exploitation d'installations nouvelles ou existantes qui n'ont pas été mises en service dans le délai fixé à l'article 3 ;
- 2° lors de la remise en exploitation d'une installation dont l'exploitation a été interrompue pendant deux années consécutives ;
- 3° lors du déménagement des installations à une nouvelle adresse ;
- 4° lorsque l'échéance du permis fixée par l'article 2 est atteinte.

Un permis d'environnement peut être exigé pour la transformation ou l'extension d'une installation autorisée dans deux hypothèses :

- 1° lorsqu'elle entraîne l'application d'une nouvelle rubrique de la liste des installations classées ;
- 2° lorsqu'elle est de nature à aggraver les dangers, nuisances ou inconvénients inhérents à l'installation.

7. La remise en exploitation d'une installation détruite ou mise temporairement hors d'usage peut être soumise à permis d'environnement lorsque l'interruption de l'exploitation résulte de dangers, nuisances ou inconvénients qui n'ont pas été pris en compte lors de la délivrance du permis initial.

Préalablement à la remise en service, l'exploitant notifie par lettre recommandée à l'autorité compétente pour délivrer le permis, les circonstances qui ont justifié l'interruption de l'exploitation. L'autorité compétente dispose alors d'un mois pour déterminer si une demande de certificat ou de permis d'environnement doit être introduite.

8. L'exploitant doit contracter une assurance de type « responsabilité civile exploitation » couvrant les dommages causés accidentellement par l'exploitation des installations classées.

ARTICLE 6. ANTÉCÉDENTS ET DOCUMENTS LIÉS À LA PROCÉDURE

- Les installations existent au moment de la demande.
- Introduction du dossier de demande de permis d'environnement en date du 16/04/2019;
- Rapport de la visite réalisée par un agent de Bruxelles Environnement le 13/06/2012 dans le cadre du permis d'environnement précédent n°393.506.
- Rapport de contrôle des installations électriques daté du 12/06/2017;

ARTICLE 7. JUSTIFICATION DE LA DÉCISION (MOTIVATIONS)

1. L'installation est située en zone mixte au plan régional d'affectation du sol (PRAS).

Dans ce type de zone, les équipements d'intérêt collectif tels que les réseaux de télécommunication sont autorisés. La demande est compatible avec la destination de la zone.
2. Les installations sont existantes et dès lors, la présente décision doit entrer en vigueur dès sa notification.
3. Le site se trouve en zone mixte au PRAS et correspond donc à une zone 3 définie dans l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 21 novembre 2002 relatif à la lutte contre le bruit et les vibrations générés par les installations classées.

La présente décision comporte des conditions en matière de protection contre le bruit et les vibrations, qui sont un rappel de la législation en vigueur en Région de Bruxelles-Capitale.
4. Il n'a pas été jugé nécessaire d'effectuer une nouvelle visite dans le cadre de la présente demande car la consultation de plusieurs photographies aériennes et/ou images satellites récentes lors de l'analyse du dossier a démontré que la modélisation des bâtiments issue de la base de données Urbis, utilisée pour les simulations, ne nécessitait pas de mise à jour supplémentaire.
5. Dans le cadre du présent permis, toute simulation, mesure ou calcul de ce champ émis, effectués afin de vérifier le respect de la norme en vigueur, sont réalisés selon les prescriptions de l'AGRBC du 8 octobre 2009 et de l'AGRBC du 30 octobre 2009, validant l'utilisation d'une base de données géographique telle que « Urbis ». Les valeurs relatives aux facteurs d'atténuation appliquées sont déterminées en fonction du matériau octroyant à la paroi ses caractéristiques principales en matière de transmission des ondes, conformément à la Circulaire ministérielle du 23 juillet 2012.

L'outil de simulation permettant de calculer le champ électrique d'une antenne dans le cadre du présent permis est validé par l'arrêté ministériel du 30 juin 2010 relatif à la validation d'un outil de simulation de calcul du champ électrique émis par une antenne émettrice d'ondes électromagnétiques.
6. Lors de la réception du dossier technique, l'opérateur a fourni les données relatives aux diagrammes d'antennes sous format électronique. Ces fichiers sont conformes aux données attendues et définies à l'article 4, §2, 2° – le diagramme de rayonnement de l'antenne dans le plan vertical et horizontal – de l'AGRBC du 30 octobre 2009.
7. Le rapport de visite des installations électriques fait apparaître des infractions au règlement électrique en vigueur (RGIE / RGPT). Les installations électriques défectueuses s'avèrent être une des principales causes d'incendie. La présente décision rappelle par conséquent à l'exploitant qu'il doit veiller au respect de la réglementation en vigueur pendant toute la durée d'exploitation de ses installations, entre autres, en levant les observations et infractions éventuelles ainsi qu'en effectuant des contrôles réguliers.
8. Le respect des conditions reprises ci-dessus tend à assurer la protection contre les dangers, nuisances ou inconvénients que, par leur exploitation, les installations en cause sont susceptibles de causer, directement ou indirectement, à l'environnement, à la santé ou à la sécurité de la population.

ARTICLE 8. ORDONNANCES, LOIS, ARRÊTÉS FONDANT LA DÉCISION

- Ordonnance du 5 juin 1997 relative aux permis d'environnement et ses arrêtés d'exécution.
- Ordonnance du 17 juillet 1997 relative à la lutte contre le bruit en milieu urbain et ses arrêtés d'exécution.
- Code bruxellois de l'aménagement du territoire du 9 avril 2004.
- Ordonnance du 1^{er} mars 2007 relative à la protection de l'environnement contre les éventuels effets nocifs et nuisances provoquées par les radiations non-ionisantes.
- Ordonnance du 14 juin 2012 relative aux déchets.
- Arrêté royal du 2 septembre 1981 modifiant le Règlement Général sur les Installations Electriques et le rendant obligatoire dans les établissements classés comme dangereux, insalubres ou incommodes ainsi que ceux visés à l'article 28 du RGPT.
- Arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 3 mai 2001 adoptant le Plan régional d'affectation du sol.
- Arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 21 novembre 2002 relatif à la lutte contre le bruit de voisinage.
- Arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 21 novembre 2002 relatif à la lutte contre le bruit des installations classées.
- Arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 21 novembre 2002 fixant la méthode de contrôle et les conditions de mesures de bruit.
- Arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 8 octobre 2009 fixant la méthode et les conditions de mesure du champ électromagnétique émis par certaines antennes.
- Arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 30 octobre 2009 relatif à certaines antennes émettrices d'ondes électromagnétiques.
- Arrêté ministériel du 30 juin 2010 relatif à la validation d'un outil de simulation de calcul du champ électrique émis par une antenne émettrice d'ondes électromagnétiques.
- Circulaire ministérielle du 23 juillet 2012 interprétative relative à certains facteurs d'atténuation.
- Arrêté du Gouvernement de la région de Bruxelles-Capitale du 01 décembre 2016 relatif à la gestion des déchets.

Frédéric FONTAINE

Directeur général

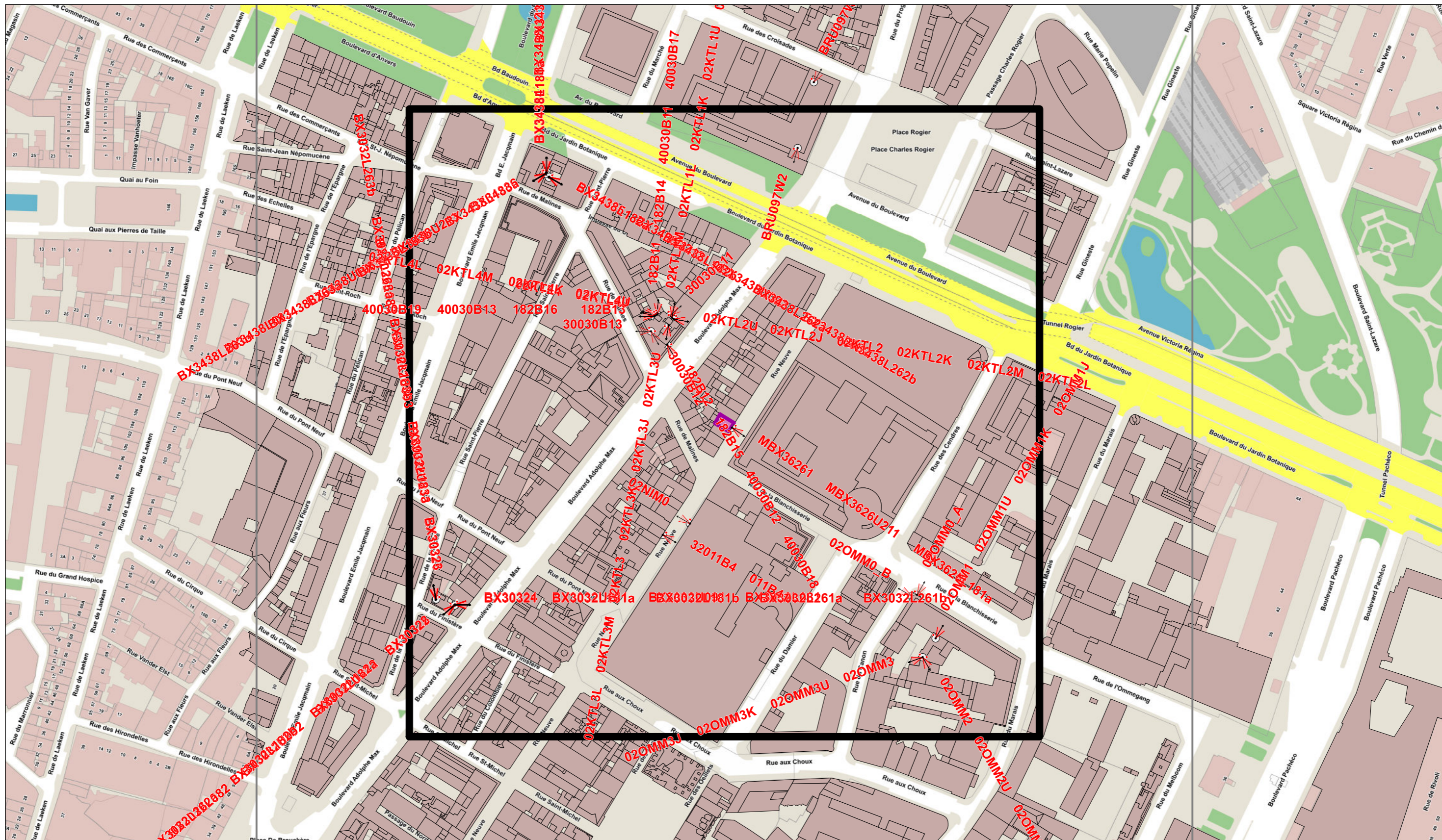
Barbara DEWULF

Directrice générale adjointe

Benoit WILLOCX

Directeur de la division

Autorisations et Partenariats



Légende des simulations
V/m équivalent 900 MHz

0 à 1.5
1.5 à 3.00
3.00 à 3.45
3.45 à 4.25
4.25 à 6.00
> 6.00

Quota de l'opérateur

33 %

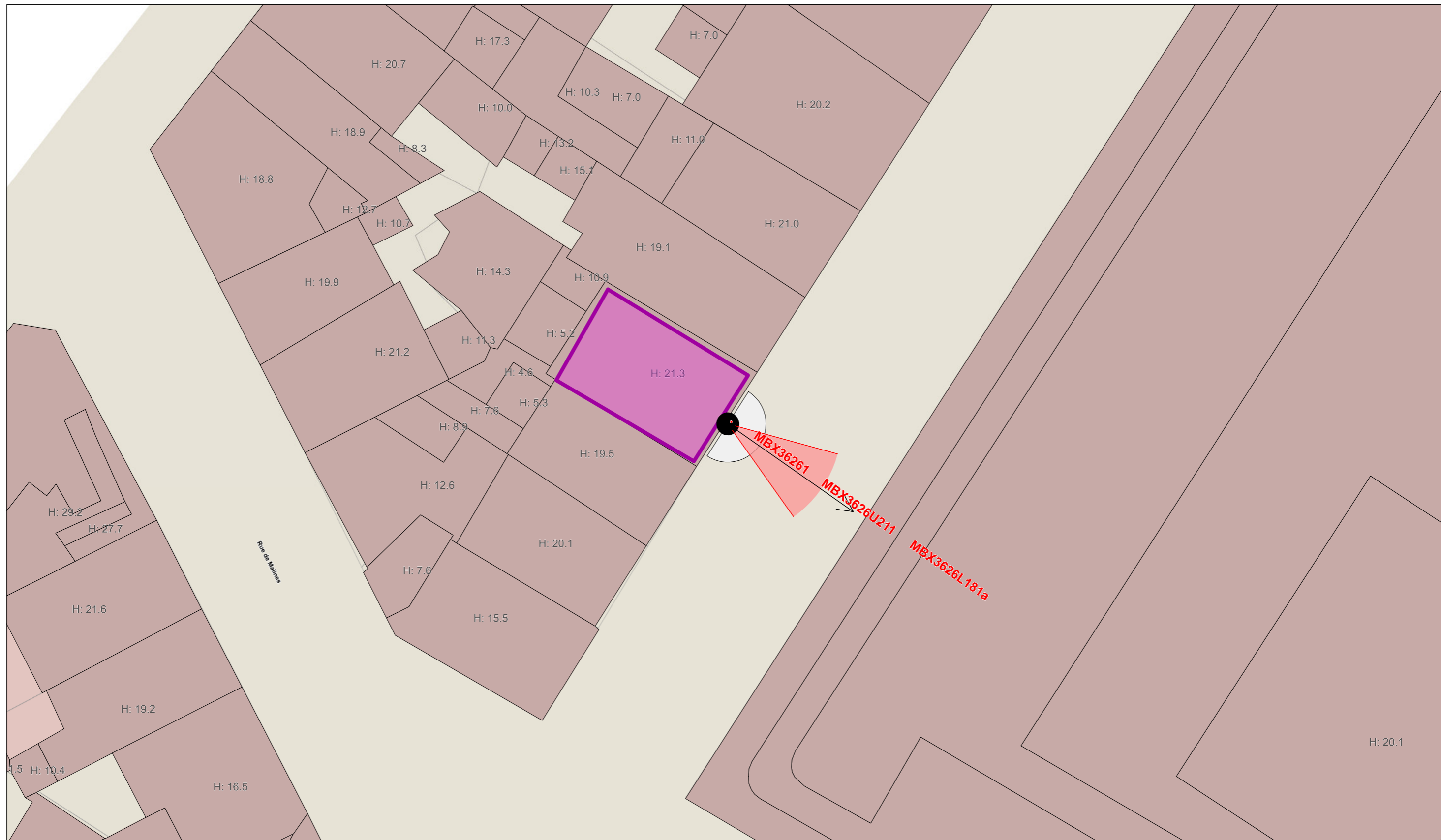
Lieu d'exploitation

Code site	MBX3626C
Adresse	Rue Neuve, 118
Commune & CP	1000 Buxelles

Référence des antennes émettrices concernées par le demande de PE

MBX36261		
MBX3626L181a		
MBX3626U211		

N° et type de plan	02 Plan d'implantation
Echelle	1/2500
Date	25/04/2019



Légende des simulations	
V/m équivalent 900 MHz	
■ 0 à 1.5	
■ 1.5 à 3.00	
■ 3.00 à 3.45	
■ 3.45 à 4.25	
■ 4.25 à 6.00	
■ > 6.00	

Quota de l'opérateur
33 %

Lieu d'exploitation	
Code site	MBX3626C
Adresse	Rue Neuve, 118
Commune & CP	1000 Buxelles

Référence des antennes émettrices concernées par le demande de PE		
MBX36261		
MBX3626L181a		
MBX3626U211		

N° et type de plan	03 Plans des installations
Echelle	1/250
Date	25/04/2019



Support 1:
 MBX36261
 MBX3626L181a
 MBX3626U211

Légende des simulations	
V/m équivalent 900 MHz	
■ 0 à 1.5	
■ 1.5 à 3.00	
■ 3.00 à 3.45	
■ 3.45 à 4.25	
■ 4.25 à 6.00	
■ > 6.00	

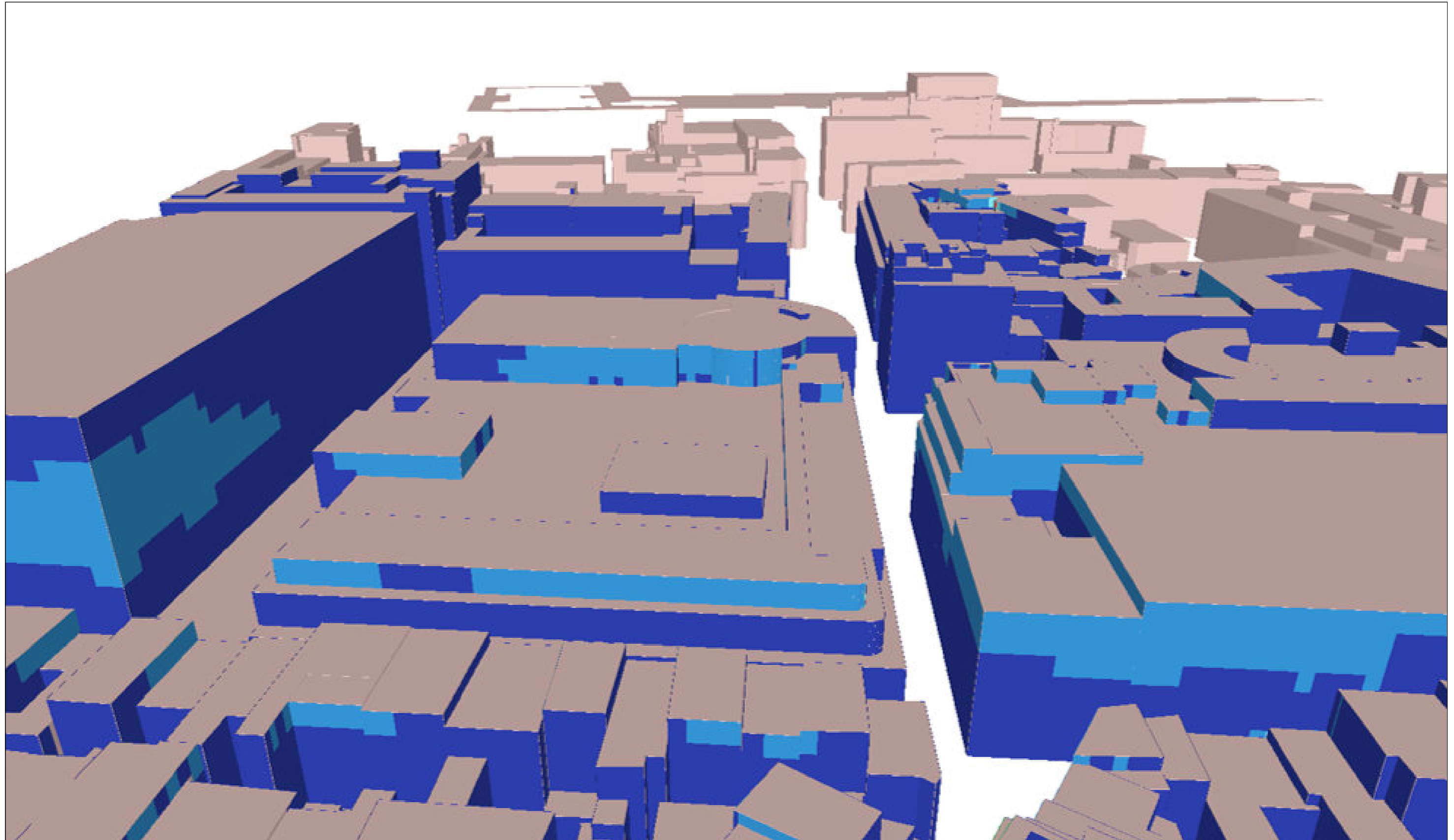
Quota de l'opérateur
33 %

Lieu d'exploitation	
Code site	MBX3626C
Adresse	Rue Neuve, 118
Commune & CP	1000 Buxelles

Référence des antennes émettrices concernées par le demande de PE		
MBX36261		
MBX3626L181a		
MBX3626U211		

N° et type de plan	04 Coupes/Vue des installations
Echelle	/
Date	25/04/2019

SIMULATION INTERIEURE



Légende des simulations	
V/m équivalent 900 MHz	
	0 à 1.5
	1.5 à 3.00
	3.00 à 3.45
	3.45 à 4.25
	4.25 à 6.00
	> 6.00

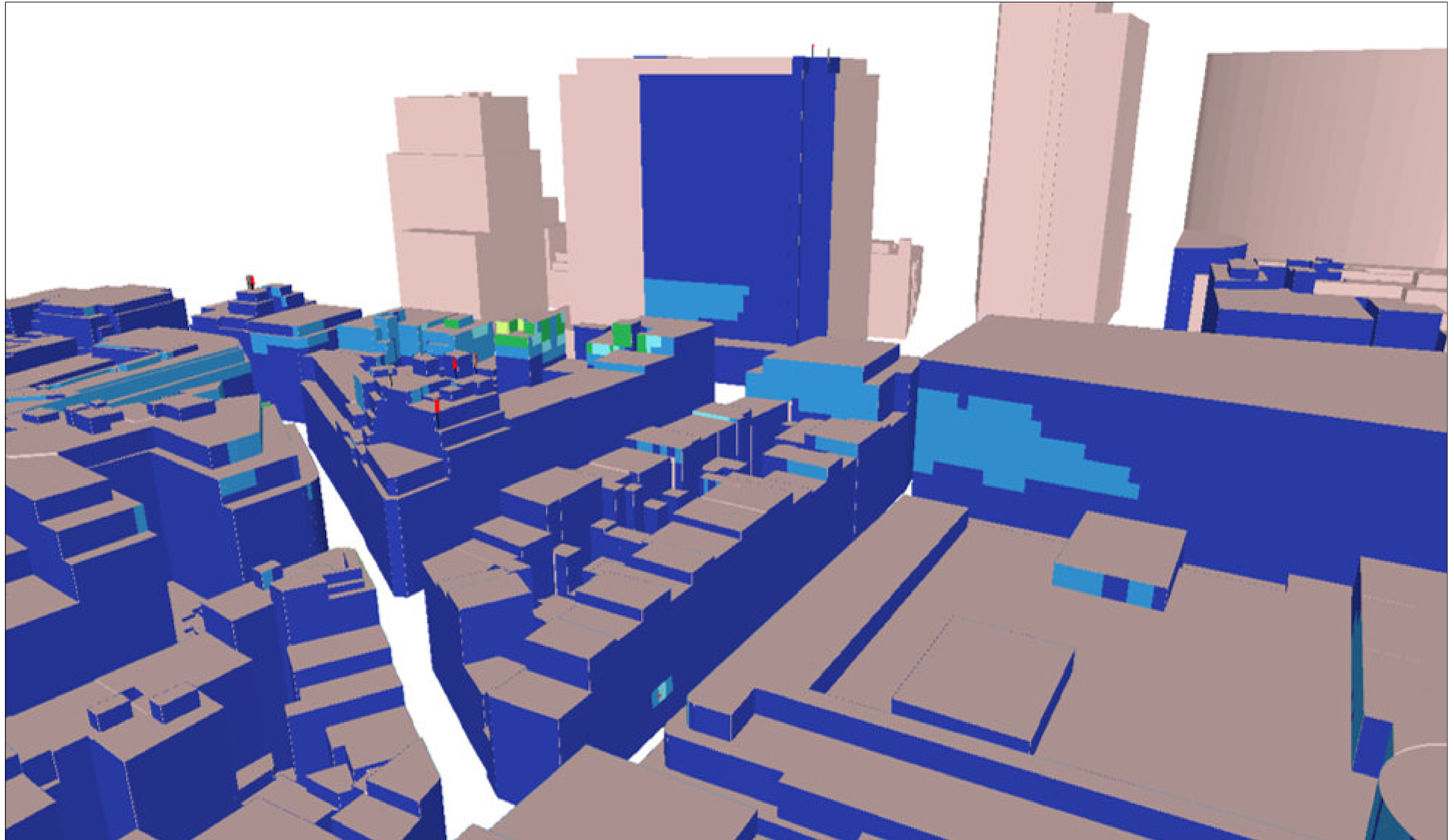
Quota de l'opérateur
33 %

Lieu d'exploitation	
Code site	MBX3626C
Adresse	Rue Neuve, 118
Commune & CP	1000 Buxelles

Référence des antennes émettrices concernées par le demande de PE		
MBX36261		
MBX3626L181a		
MBX3626U211		

N° et type de plan	06 Simulation façades intérieures - Norme Globale (Vue 1)
Echelle	/
Date	25/04/2019

SIMULATION INTERIEURE



Légende des simulations V/m équivalent 900 MHz	
	0 à 1.5
	1.5 à 3.00
	3.00 à 3.45
	3.45 à 4.25
	4.25 à 6.00
	> 6.00

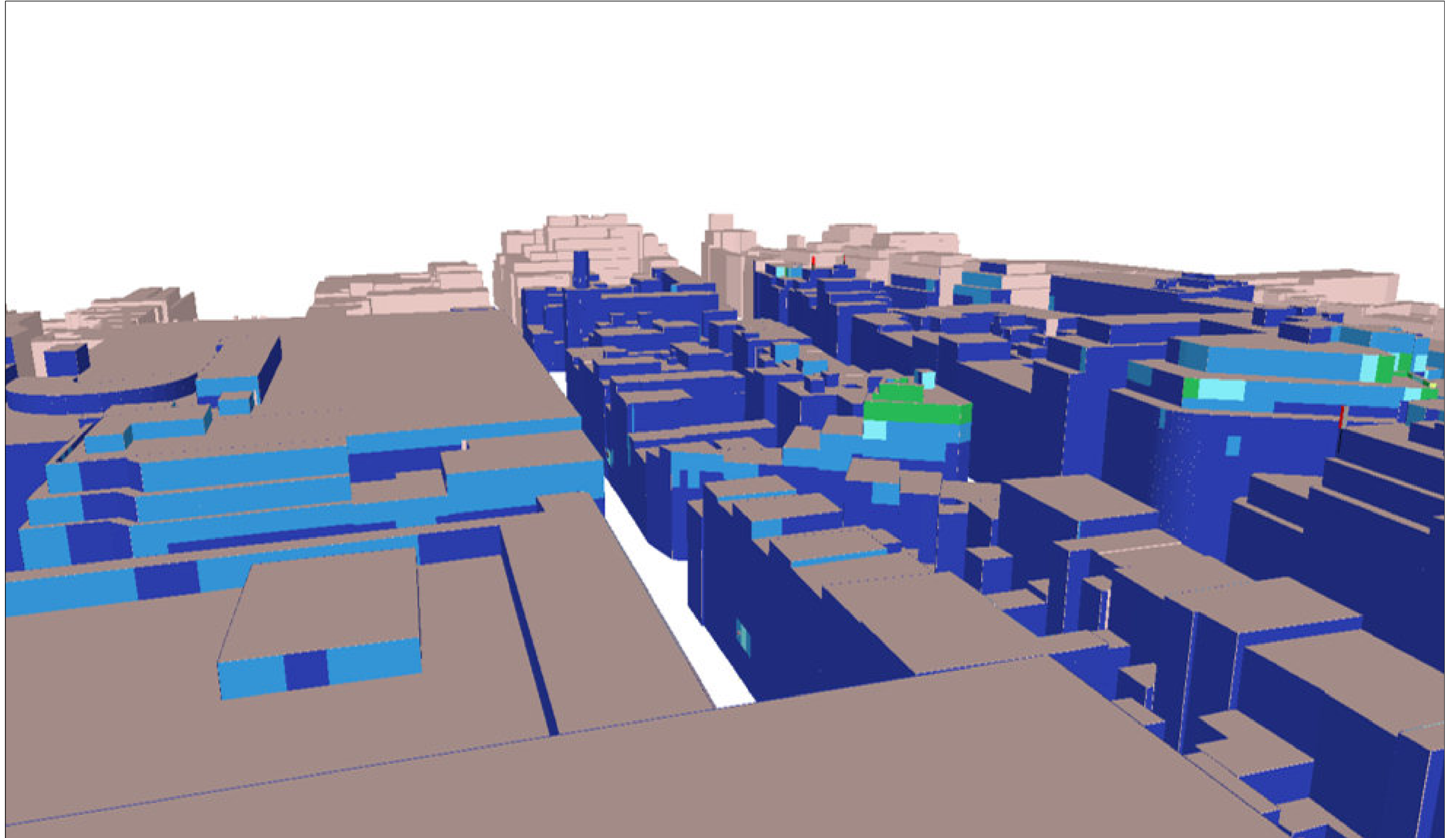
Quota de l'opérateur
33 %

Lieu d'exploitation	
Code site	MBX3626C
Adresse	Rue Neuve, 118
Commune & CP	1000 Buxelles

Référence des antennes émettrices concernées par le demande de PE		
MBX36261		
MBX3626L181a		
MBX3626U211		

N° et type de plan	07 Simulation façades intérieures - Norme Globale (Vue 2)
Echelle	/
Date	25/04/2019

SIMULATION INTERIEURE



Légende des simulations V/m équivalent 900 MHz	
	0 à 1.5
	1.5 à 3.00
	3.00 à 3.45
	3.45 à 4.25
	4.25 à 6.00
	> 6.00

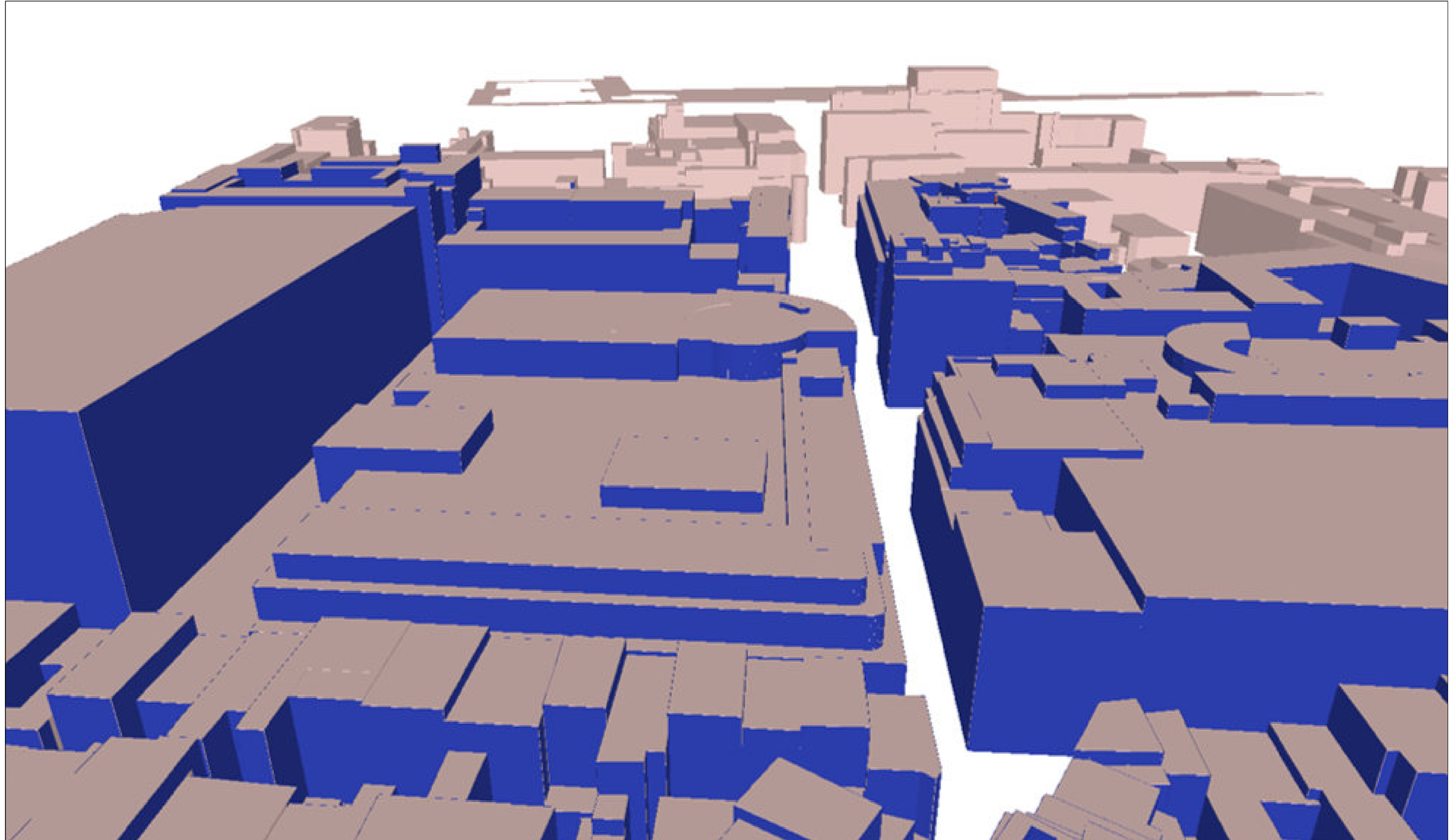
Quota de l'opérateur
33 %

Lieu d'exploitation	
Code site	MBX3626C
Adresse	Rue Neuve, 118
Commune & CP	1000 Buxelles

Référence des antennes émettrices concernées par le demande de PE		
MBX36261		
MBX3626L181a		
MBX3626U211		

N° et type de plan	08 Simulation façades intérieures - Norme Globale (Vue 3)
Echelle	/
Date	25/04/2019

SIMULATION INTERIEURE



Légende des simulations V/m équivalent 900 MHz	
	0 à 1.5
	1.5 à 3.00
	3.00 à 3.45
	3.45 à 4.25
	4.25 à 6.00
	> 6.00

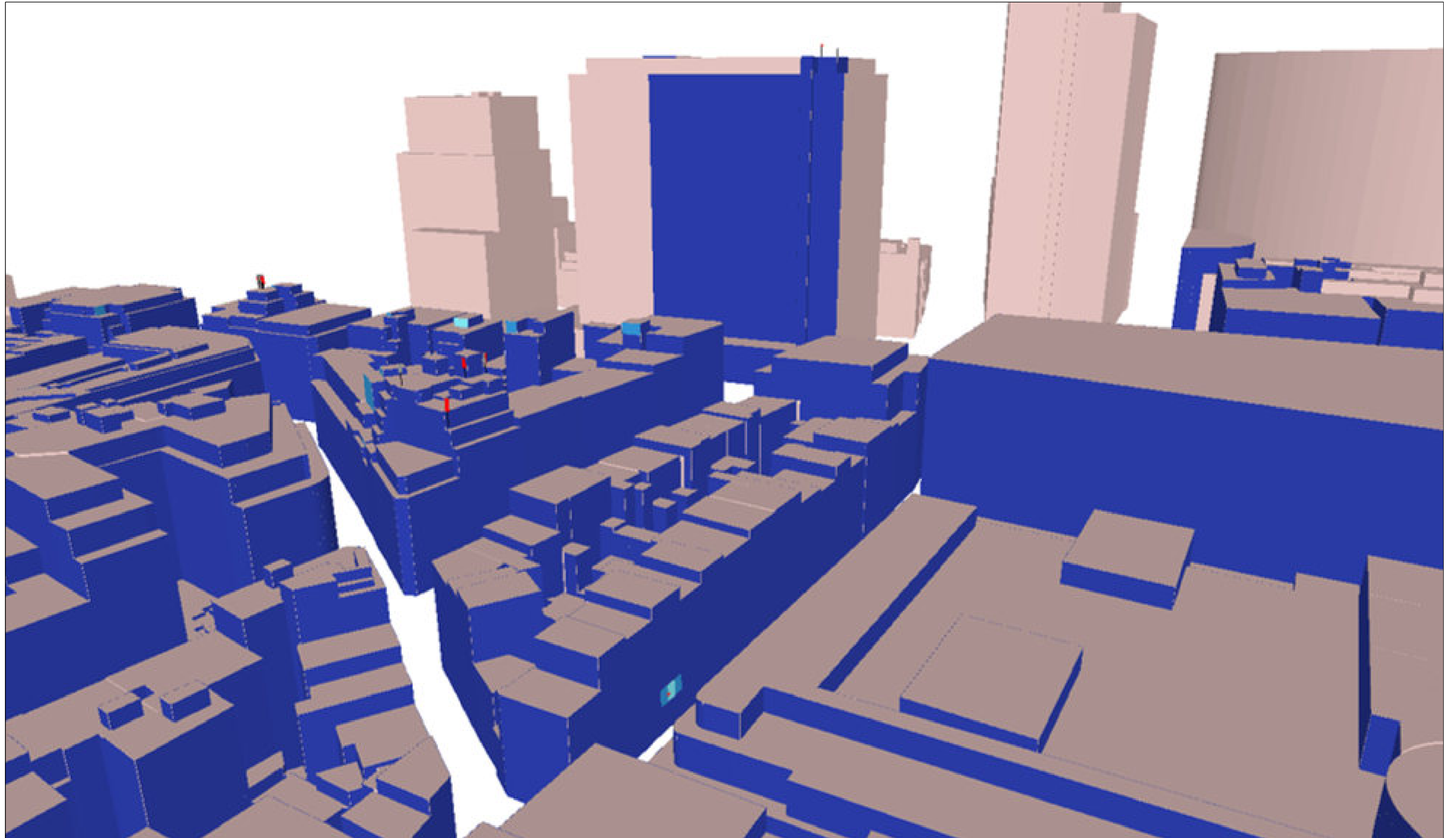
Quota de l'opérateur
33 %

Lieu d'exploitation	
Code site	MBX3626C
Adresse	Rue Neuve, 118
Commune & CP	1000 Buxelles

Référence des antennes émettrices concernées par le demande de PE		
MBX36261		
MBX3626L181a		
MBX3626U211		

N° et type de plan	09 Simulation façades intérieures - Quota Opérateur (Vue 1)
Echelle	/
Date	25/04/2019

SIMULATION INTERIEURE



Légende des simulations V/m équivalent 900 MHz	
	0 à 1.5
	1.5 à 3.00
	3.00 à 3.45
	3.45 à 4.25
	4.25 à 6.00
	> 6.00

Quota de l'opérateur
33 %

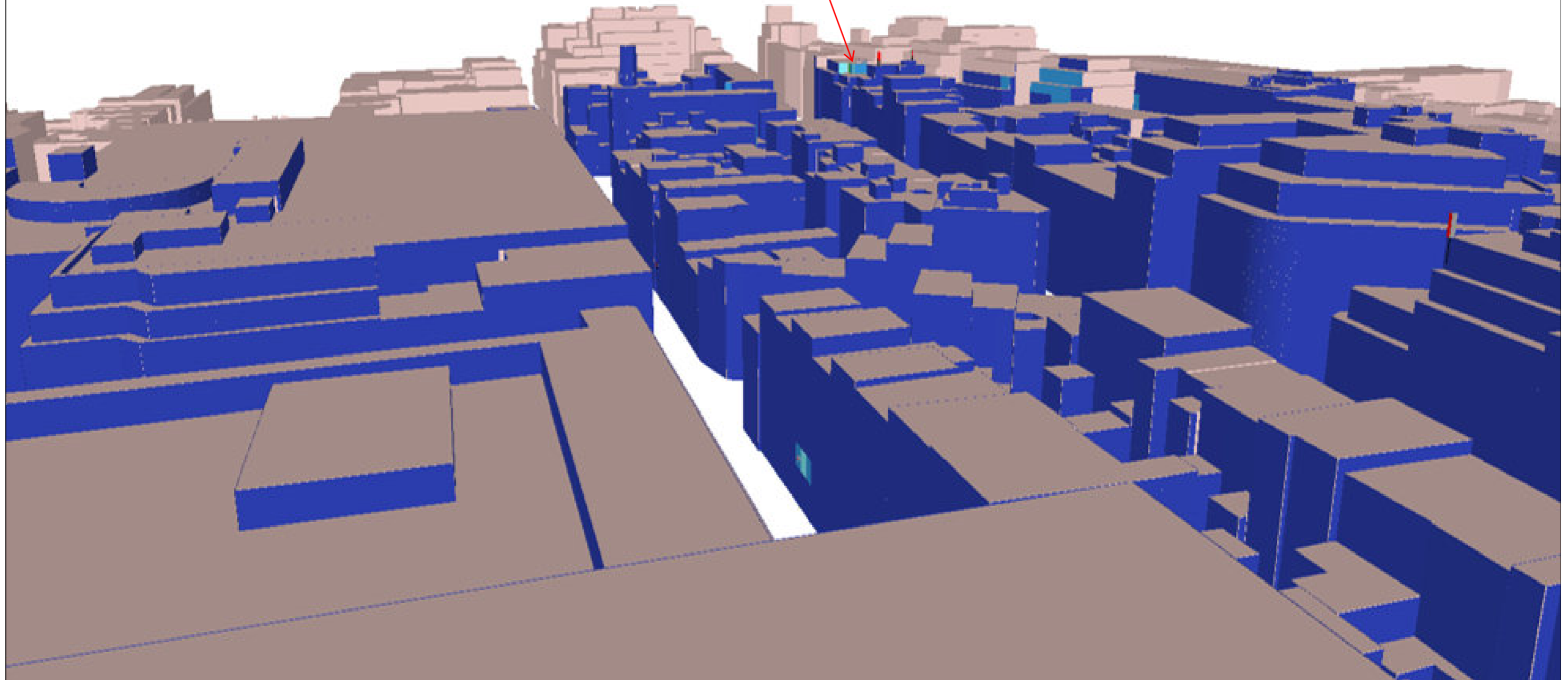
Lieu d'exploitation	
Code site	MBX3626C
Adresse	Rue Neuve, 118
Commune & CP	1000 Buxelles

Référence des antennes émettrices concernées par le demande de PE		
MBX36261		
MBX3626L181a		
MBX3626U211		

N° et type de plan	10 Simulation façades intérieures - Quota Opérateur (Vue 2)
Echelle	/
Date	25/04/2019

SIMULATION INTERIEURE

Le dépassement de la norme quota opérateur se trouve dans une zone non accessible au public, coordonnées Lambert: (149000m, 171397m)



Légende des simulations V/m équivalent 900 MHz	
■	0 à 1.5
■	1.5 à 3.00
■	3.00 à 3.45
■	3.45 à 4.25
■	4.25 à 6.00
■	> 6.00

Quota de l'opérateur
33 %

Lieu d'exploitation	
Code site	MBX3626C
Adresse	Rue Neuve, 118
Commune & CP	1000 Buxelles

Référence des antennes émettrices concernées par le demande de PE		
MBX36261		
MBX3626L181a		
MBX3626U211		

N° et type de plan	11 Simulation façades intérieures - Quota Opérateur (Vue 3)
Echelle	
Date	25/04/2019

SIMULATION EXTERIEURE (vérification balcon et terrasse)



Légende des simulations	
V/m équivalent 900 MHz	
	0 à 1.5
	1.5 à 3.00
	3.00 à 3.45
	3.45 à 4.25
	4.25 à 6.00
	> 6.00

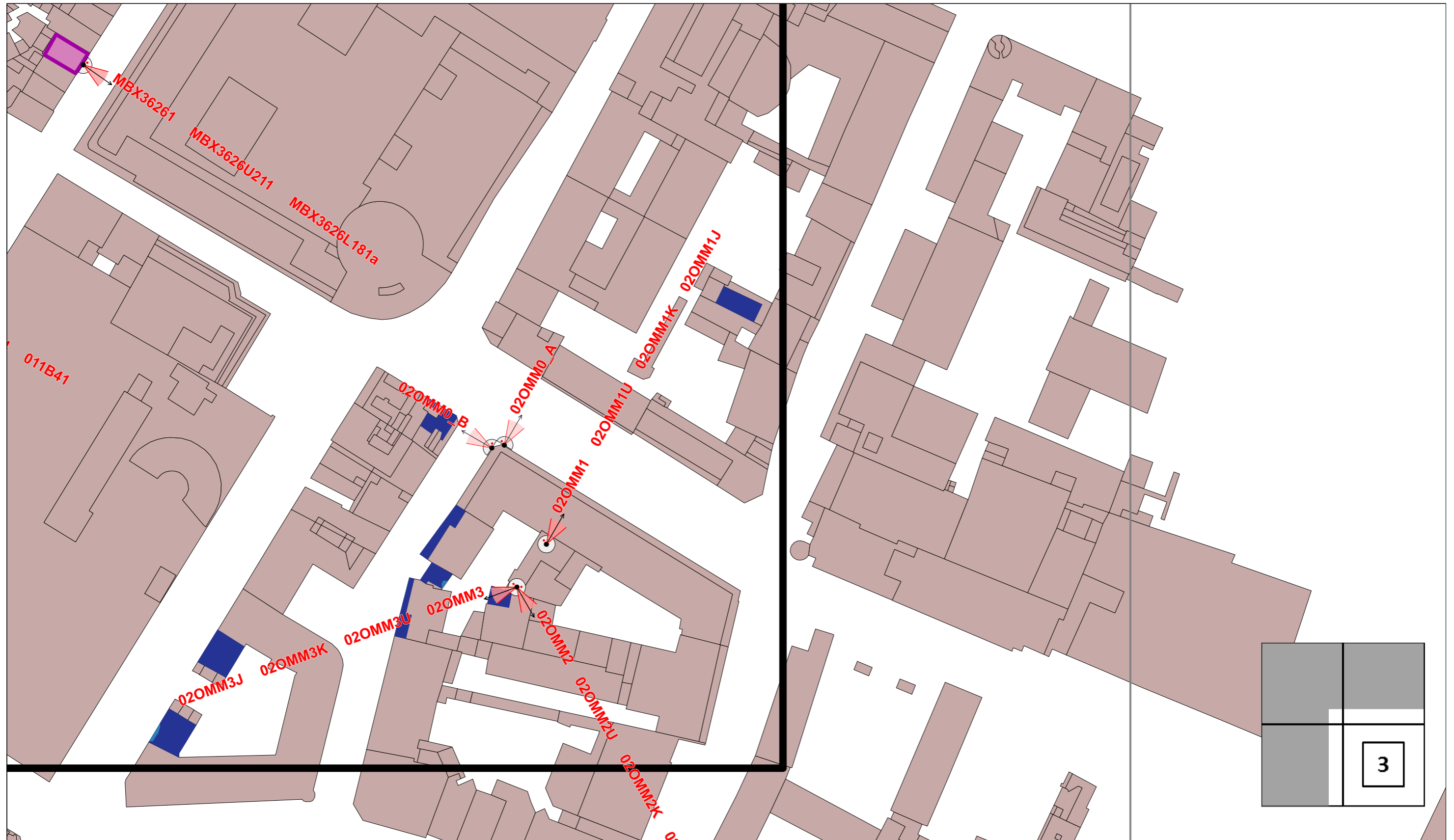
Quota de l'opérateur
33 %

Lieu d'exploitation	
Code site	MBX3626C
Adresse	Rue Neuve, 118
Commune & CP	1000 Buxelles

Référence des antennes émettrices concernées par le demande de PE		
MBX36261		
MBX3626L181a		
MBX3626U211		

N° et type de plan	13 Simulation horizontale extérieure - Norme Globale (2/4)
Echelle	1/1100
Date	25/04/2019

SIMULATION EXTERIEURE (vérification balcon et terrasse)



Légende des simulations V/m équivalent 900 MHz	
	0 à 1.5
	1.5 à 3.00
	3.00 à 3.45
	3.45 à 4.25
	4.25 à 6.00
	> 6.00

Quota de l'opérateur
33 %

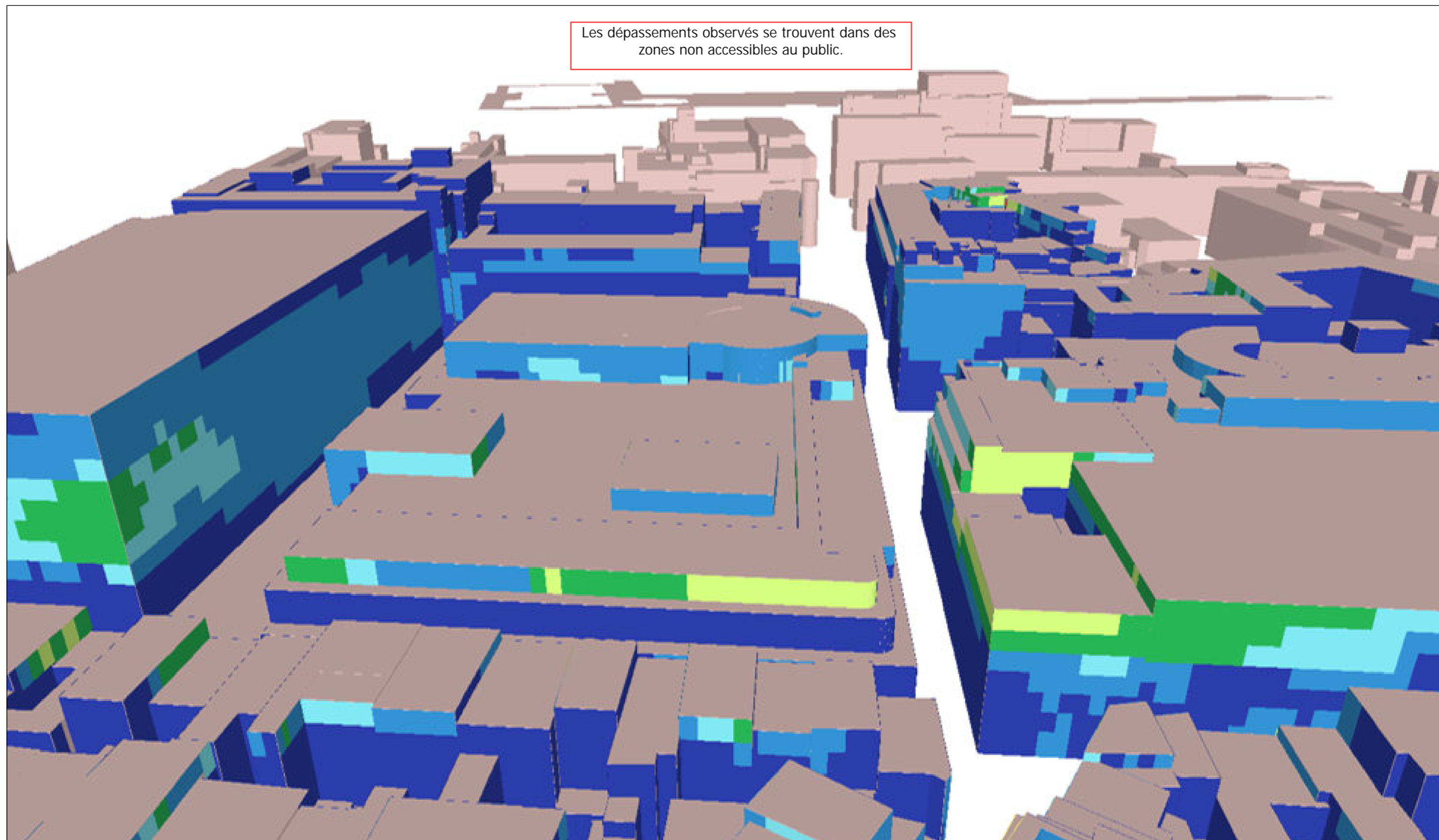
Lieu d'exploitation	
Code site	MBX3626C
Adresse	Rue Neuve, 118
Commune & CP	1000 Buxelles

Référence des antennes émettrices concernées par le demande de PE		
MBX36261		
MBX3626L181a		
MBX3626U211		

N° et type de plan	14 Simulation horizontale extérieure - Norme Globale (3/4)
Echelle	1/1100
Date	25/04/2019

SIMULATION EXTERIEURE

Les dépassements observés se trouvent dans des zones non accessibles au public.



Légende des simulations V/m équivalent 900 MHz	
■	0 à 1.5
■	1.5 à 3.00
■	3.00 à 3.45
■	3.45 à 4.25
■	4.25 à 6.00
■	> 6.00

Quota de l'opérateur
33 %

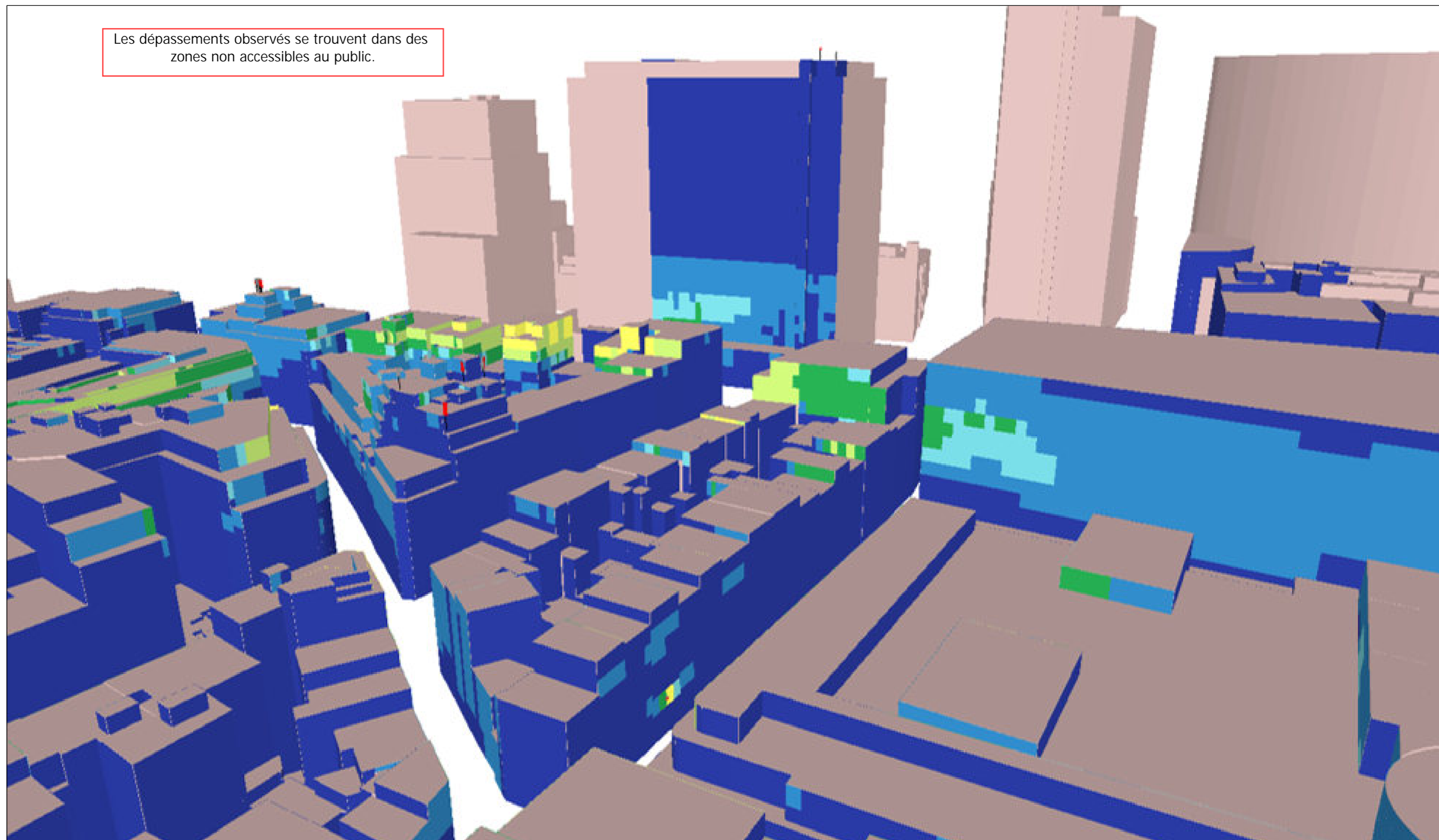
Lieu d'exploitation	
Code site	MBX3626C
Adresse	Rue Neuve, 118
Commune & CP	1000 Buxelles

Référence des antennes émettrices concernées par le demande de PE		
MBX36261		
MBX3626L181a		
MBX3626U211		

N° et type de plan	16 Simulation façade extérieure - Norme Globale (Vue 1)
Echelle	
Date	25/04/2019

SIMULATION EXTERIEURE

Les dépassements observés se trouvent dans des zones non accessibles au public.



Légende des simulations

V/m équivalent 900 MHz

- 0 à 1.5
- 1.5 à 3.00
- 3.00 à 3.45
- 3.45 à 4.25
- 4.25 à 6.00
- > 6.00

Quota de l'opérateur

33 %

Lieu d'exploitation

Code site	MBX3626C
Adresse	Rue Neuve, 118
Commune & CP	1000 Buxelles

Référence des antennes émettrices concernées par le demande de PE

MBX36261
 MBX3626L181a
 MBX3626U211

N° et type de plan

17 Simulation
 façade extérieure -
 Norme Globale
 (Vue 2)

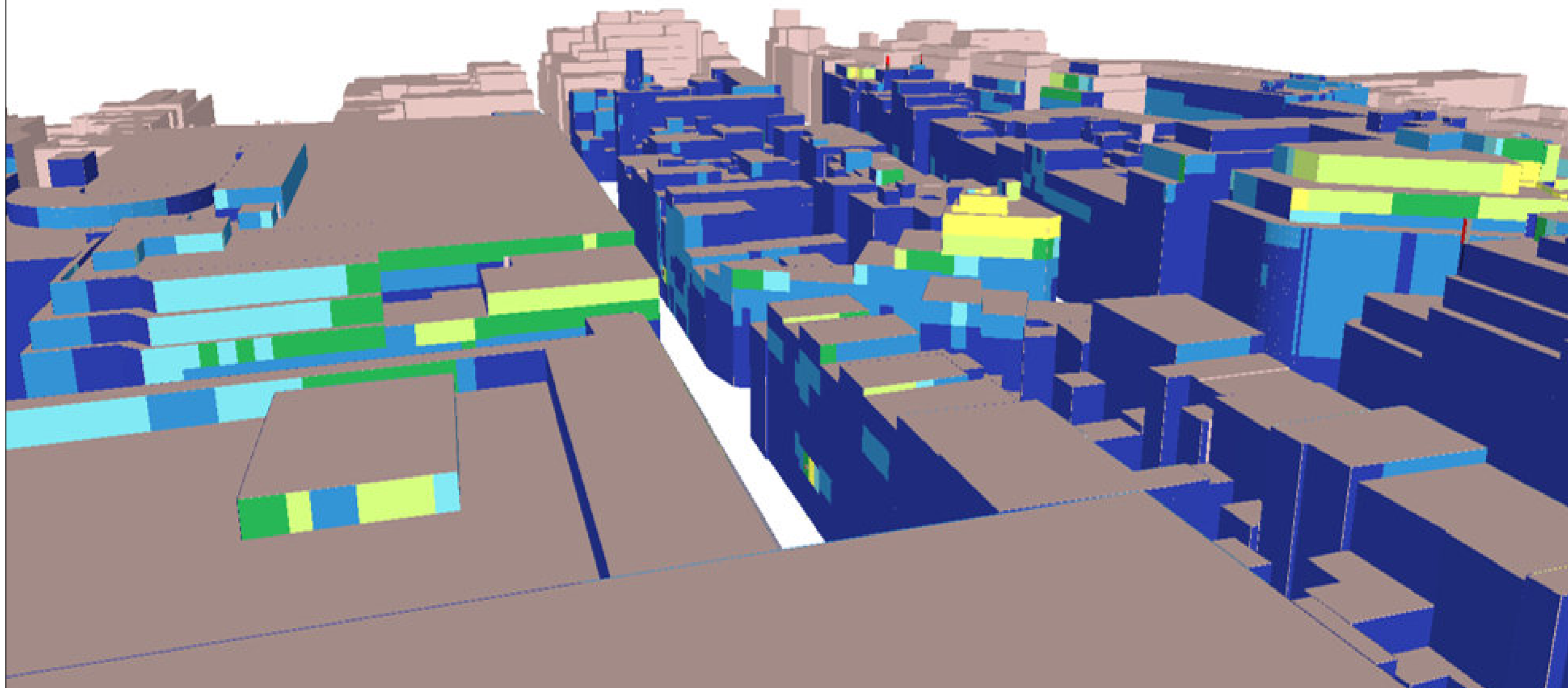
Echelle

Date

25/04/2019

SIMULATION EXTERIEURE

Les dépassements observés se trouvent dans des zones non accessibles au public.



Légende des simulations

V/m équivalent 900 MHz

- 0 à 1.5
- 1.5 à 3.00
- 3.00 à 3.45
- 3.45 à 4.25
- 4.25 à 6.00
- > 6.00

Quota de l'opérateur

33 %

Lieu d'exploitation

Code site	MBX3626C
Adresse	Rue Neuve, 118
Commune & CP	1000 Buxelles

Référence des antennes émettrices concernées par le demande de PE

MBX36261		
MBX3626L181a		
MBX3626U211		

N° et type de plan

18 Simulation façade extérieure - Norme Globale (Vue 3)

Echelle

Date

25/04/2019

Vue panoramique secteur 1



Vue panoramique secteur 2



Légende des simulations V/m équivalent 900 MHz	
■	0 à 1.5
■	1.5 à 3.00
■	3.00 à 3.45
■	3.45 à 4.25
■	4.25 à 6.00
■	> 6.00

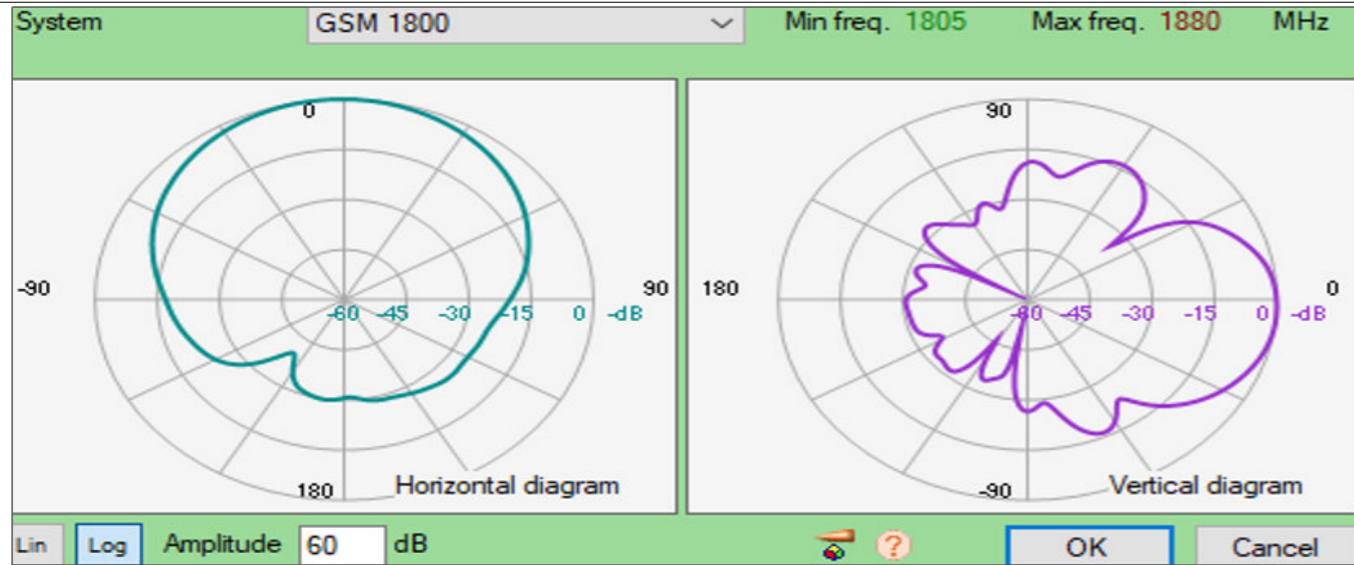
Quota de l'opérateur
33 %

Lieu d'exploitation	
Code site	MBX3626C
Adresse	Rue Neuve, 118
Commune & CP	1000 Buxelles

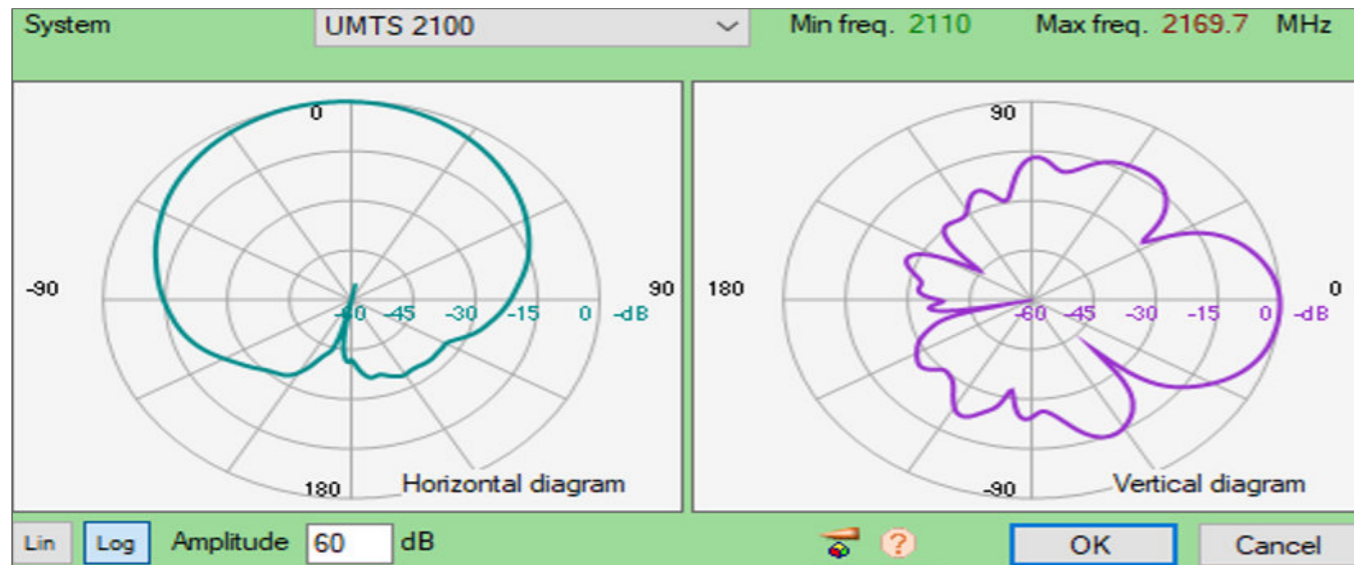
Référence des antennes émettrices concernées par le demande de PE		
MBX36261		
MBX3626L181a		
MBX3626U211		

N° et type de plan	19 Reportage photographique
Echelle	/
Date	25/04/2019

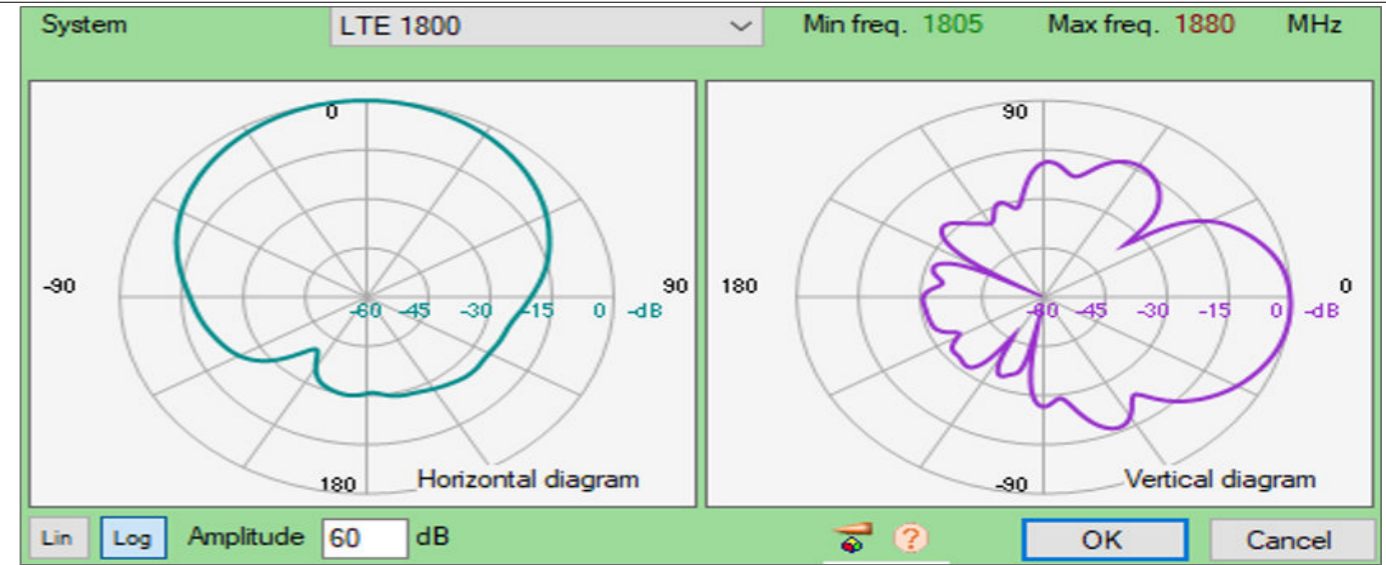
MBX36261



MBX3626U211



MBX3626L181a



Légende des simulations
V/m équivalent 900 MHz

0 à 1.5
1.5 à 3.00
3.00 à 3.45
3.45 à 4.25
4.25 à 6.00
> 6.00

Quota de l'opérateur

33 %

Lieu d'exploitation	
Code site	MBX3626C
Adresse	Rue Neuve, 118
Commune & CP	1000 Buxelles

Référence des antennes émettrices concernées par le demande de PE		
MBX36261		
MBX3626L181a		
MBX3626U211		

N° et type de plan	20 Diagrammes d'antennes
Echelle	/
Date	25/04/2019